

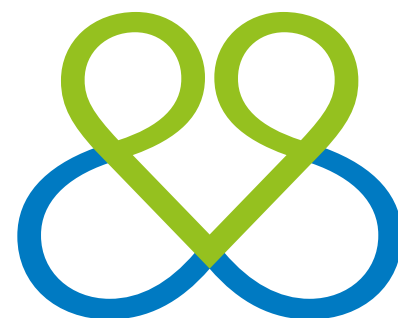
Bimestriel
d'ENTRAIDE & FRATERNITE a.s.b.l. et
de VIVRE ENSEMBLE EDUCATION a.s.b.l.
rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles
BUREAU DE DÉPÔT BRUXELLES X
NUMÉRO D'AGRÈMENT P201010
(ne paraît pas en juillet et en août)

N°96

MARS
AVRIL
2013

SPECIAL
CAMPAGNE
DE CARÊME

Juste Terre!



ENTRAIDE &
FRATERNITE

Pour que la Terre tourne plus **JUSTE!**

www.entraide.be

La faim ? Ce n'est pas le business de l'agrobusiness...

A ma droite : Cargill, Monsanto, Nestlé ... multinationales agro-industrielles, elles ont en quelques décennies mis la main sur le système alimentaire mondial.

A ma gauche : Théodore, Joceline, Louis... simples paysans, ils représentent près de la moitié des travailleurs dans le monde mais sont de plus en plus précarisés.

« Elles » produisent 25% de la nourriture consommée dans le monde et contrôlent 85% du marché des semences.
« Ils » produisent 75% de la nourriture mondiale et représentent 75% de celles et ceux qui souffrent de la faim.

« Elles » se sont accaparé 20 millions d'hectares destinés à des cultures industrielles qui serviront à nourrir du bétail ou à fabriquer des agrocarburants.
« Ils » luttent pour des réformes agraires afin d'obtenir des parcelles à cultiver et faire respecter leur droit à se nourrir.

« Elles » négocient des accords commerciaux qui leur permettent de contrôler des marchés entiers et de maximiser leurs profits.
« Ils » tentent de développer des marchés locaux et des coopératives pour échapper à la concurrence déloyale de produits subventionnés.

« Elles » pratiquent une agriculture intensive à coup d'OGM, de pesticides et d'engrais chimiques.
« Ils » sont les gardiens de savoir-faire ancestraux et de techniques agro-écologiques qui respectent la terre tout en garantissant de meilleurs rendements.

« Elles » prétendent être les seules à pouvoir faire face à la pénurie alimentaire.
« Ils » sont les seuls à lutter efficacement contre la faim...

Depuis plus de trente ans, les décideurs de la planète ont fait un choix suicidaire : confier la responsabilité de nourrir l'humanité à des marchands, des spéculateurs, des banquiers...

Lorsque le dernier paysan du Nord aura laissé sa ferme familiale à ses créanciers, lorsque le dernier paysan du Sud aura rejoint ses frères dans un bidonville..., on se rendra peut-être compte qu'on ne peut pas manger des actions et des dividendes !

Nous entendons bien le réaffirmer durant cette nouvelle campagne du Carême de Partage.

■ **François Letocart**
Chargé de communication



ENTRAIDE ET FRATERNITÉ

rue du Gouvernement Provisoire, 32
1000 Bruxelles
T 02 227 66 80 | F 02 217 32 59
entraide@entraide.be
www.entraide.be

N'hésitez pas à prendre contact avec nos centres régionaux

BRABANT WALLON

chaussée de Bruxelles, 67
1300 Wavre
T 010 23 52 64 | F 010 24 26 92
brabant.wallon@entraide.be

BRUXELLES

rue de la Linière, 14
1060 Bruxelles
T 02 533 29 58 | F 02 533 29 59
bruxelles@entraide.be

HAINAUT OCCIDENTAL

T 0473 310 231
tournai@entraide.be

HAINAUT ORIENTAL

rue Lefèvre, 59
6030 Marchienne-au-Pont
T+F 071 32 77 42
charleroi@entraide.be

LIEGE

rue des Bruyères, 129
4000 Liège
T 04 229 79 46 | F 04 229 79 56
liege@entraide.be

NAMUR

place du Chapitre, 5
5000 Namur
T 081 41 41 22
namur@entraide.be

MITEINANDER TEILEN

Neustrasse, 105
4700 Eupen
T+F 087 55 50 32
info@miteinander.be

LUXEMBOURG

rue du Culot, 3
6880 Bertrix
T 0476 987 311 | F 061 21 47 24
luxembourg@entraide.be

SOUTENIR LES PAYSANS, C'EST LUTTER EFFICACEMENT CONTRE LA FAIM

Campagne de Carême 2013

Aujourd'hui, la faim et la malnutrition représentent 58% de la mortalité dans le monde et elles ne cessent de progresser depuis dix ans. Les grandes firmes de l'agrobusiness veulent nous faire croire que seule une agriculture « productiviste et intensive » peut sauver l'humanité de la « pénurie alimentaire globale » qui l'attend. Pour Entraide et Fraternité, c'est le soutien à l'agriculture paysanne qui est une solution crédible au problème de la faim dans le monde.

Aujourd'hui, près d'un milliard de personnes souffrent de la faim et les deux tiers de ces personnes sont des paysans victimes de la libéralisation des marchés agricoles. Les grandes firmes de l'agrobusiness sont, elles, les principales bénéficiaires de cette libéralisation.

Elles trouvent une oreille attentive auprès des décideurs politiques à qui elles dictent de nouvelles réglementations qui leur sont favorables. Partout dans le monde, elles gagnent du terrain, elles poursuivent leur stratégie de concentration et renforcent leur emprise sur le système agro-alimentaire. Elles se présentent comme de véritables actrices de développement, seules capables, grâce à leurs hautes technologies, d'enrayer la faim dans le monde.

« Nous voulons, avec nos partenaires, délégitimer cette thèse qui occulte les causes structurelles de la faim, déclare Daisy Herman, directrice du département Education d'Entraide et Fraternité. Nous souhaitons aussi mettre en avant le soutien

à l'agriculture paysanne comme réponse crédible et durable au défi de la faim. »

Pourquoi l'agrobusiness pose-t-il question ?

L'objectif principal des sociétés agro-industrielles, c'est la recherche d'un profit maximum. Ces firmes n'ont aucun intérêt à soutenir un système alimentaire qui est sous le contrôle et au service de paysans qui ne produisent que pour leur famille et leur communauté.

La concentration de ces firmes est également préoccupante. Ainsi, 85% du marché du blé, du soja et du maïs sont contrôlés par six sociétés et 67% du marché des semences par dix sociétés ! Une concentration qui se fait au détriment des producteurs (exploités) et des consommateurs (roulés en termes de prix et de qualité). Il n'est pas rare que les chiffres d'affaires de ces multinationales soient supérieurs aux revenus des États, ce qui leur permet d'imposer leurs vues lors



Les paysans produisent 75% de la nourriture mondiale

On entend par agrobusiness l'ensemble des activités qui transforment des matières premières issues de l'agriculture en produits alimentaires destinés essentiellement à la consommation humaine. L'agrobusiness englobe tous les acteurs économiques impliqués dans l'agriculture, au niveau de la production, de la transformation et de la commercialisation.



de négociations. Sans parler de pressions politiques beaucoup plus explicites, comme le soutien à des coups d'État pour mettre en place des régimes favorables.

Enfin, la répartition géographique des centres de décision de ces entreprises pose également question. C'est, en effet, majoritairement au Nord que se prennent les décisions stratégiques et c'est dans cette direction qu'une part très importante des bénéfices est rapatriée. Les avantages pour les États du Sud sont donc minimes, voire inexistantes.

L'agrobusiness n'est pas une solution au problème de la faim

Il convient de rappeler que, même si l'agrobusiness se propage dans le monde, il ne produit que 25% de la nourriture consommée par l'humanité, les 75% restant étant toujours produits par de petits paysans et consommés localement.

Ensuite, il faut dire que la faim et la malnutrition n'ont pas pour origine une quelconque insuffisance de production agricole à l'échelle mondiale. C'est la pauvreté ou, plus exactement, le trop faible pouvoir d'achat qui explique l'incapacité des personnes affamées à se procurer, sur les marchés, les productions alimentaires. Celles-ci sont écoulées pour d'autres usages, vers des populations ou des industries bien plus solvables.

Le paradoxe est que ce sont des agriculteurs qui, pour plus des deux tiers, souffrent de carences alimentaires ! Et les autres sont pour la plupart des enfants de paysans tombés en faillite et contraints de rejoindre la cohorte des chômeurs dans les bidonvilles, parce qu'ils n'ont pas pu concurrencer les quelques puissances agricoles qui, grâce à des subventions, bradent leurs excédents à vil prix.

L'agriculture paysanne : une solution crédible

L'agriculture paysanne joue un rôle important dans la production et l'approvisionnement alimentaire mais elle maintient aussi des emplois et évite l'exode rural. Elle permet de lutter contre la pauvreté et les inégalités et elle joue un rôle crucial dans la gestion durable des ressources naturelles et la protection de l'environnement.

Pour accroître et renforcer ses capacités, la priorité est de

redistribuer des terres aux petits paysans qui n'en ont pas ou pas assez. Dans la foulée, il faut assurer à ces derniers un accès au crédit, aux savoirs et favoriser la constitution d'organisations collectives.

Au niveau international, il faut également appuyer la transition vers une agriculture paysanne durable. Cela passe, entre autres, par la réforme du système de subventionnement agricole (c'est-à-dire environ 400 milliards de dollars distribués aux firmes de l'agrobusiness), l'interdiction de la spéculation sur les marchés des biens alimentaires ou l'instauration du droit pour les pays pauvres à protéger leurs marchés nationaux face à des importations susceptibles de porter atteinte aux productions alimentaires locales.

Un choix d'avenir, avec nos partenaires de l'Afrique des Grands Lacs

L'humanité est donc face à un choix entre deux modèles agricoles diamétralement opposés.

D'un côté, le modèle occidental productiviste. Poussé par les puissances financières, entièrement dépendant des énergies fossiles, il passe par l'épuisement des ressources naturelles, l'injuste répartition des terres, le pillage des pays pauvres...

De l'autre côté, une agriculture familiale agro-écologique comme celle que tentent de promouvoir nos partenaires au Burundi et dans l'Est du Congo.

Ici, des paysans nombreux, formés, coopérants et solidaires, approvisionnent en priorité les marchés locaux et régionaux grâce à des ateliers de transformation à taille humaine. Dans ce modèle, les liens directs entre les paysans producteurs et les consommateurs sont privilégiés, ce qui permet aux agriculteurs de garder une part importante de la valeur ajoutée créée dans leurs champs.

« Pas besoin de préciser qu'entre ces deux modèles, notre choix est vite fait !, conclut Daisy Herman. L'agriculture paysanne doit être encouragée. Pour nous, soutenir les paysans est la solution contre la faim car le but de l'agriculture, c'est de nourrir les gens, pas d'enrichir des actionnaires » !

■ François Letocart et Valérie Martin

“IL FAUT MISER SUR LES AGRICULTEURS FAMILIAUX ” Interview: Olivier De Schutter

Quelle agriculture peut répondre au défi de la faim dans le monde ? Pourquoi le soutien à la petite paysannerie est-il la clé de la réduction de la pauvreté ? Faut-il vraiment produire plus pour nourrir l'humanité ? Trois questions posées à Olivier De Schutter, le rapporteur Spécial des Nations Unies pour le Droit à l'Alimentation.

Juste Terre ! : La crise alimentaire a réactivé un discours sur une prétendue pénurie alimentaire que seul l'agrobusiness serait à même de repousser. Que pensez-vous de cette affirmation ?

Olivier De Schutter : Il y a aujourd'hui une concurrence de plus en plus forte entre la petite agriculture familiale et les grandes plantations agro-industrielles. Cette concurrence est devenue extrêmement forte pour la terre, pour l'eau et l'accès au marché. On ne réalise pas toujours que la petite agriculture familiale est en fait très productive. Toutes les études montrent qu'à l'hectare, la petite ferme familiale produit davantage que les grandes plantations. Mais ces petites fermes sont moins compétitives sur les marchés et si on laisse faire les forces du marché, elles vont progressivement disparaître.

On mesure trop souvent la productivité en examinant le nombre de personnes nécessaire pour produire une tonne de céréales et cette mesure-là n'est pas en faveur des petits paysans parce qu'ils pratiquent une agriculture qui exige beaucoup de main d'œuvre et elle a moins accès aux marchés

car elle est moins bien soutenue par les gouvernements. Je le répète, la petite agriculture familiale produit davantage par surface cultivée. Elle contribue au développement rural, à l'augmentation des revenus dans les campagnes et, donc, à la réduction de la pauvreté dans les campagnes.

Je pense que si on veut avancer vers la capacité des pays en voie de développement de se nourrir, il faut miser sur les petits agriculteurs familiaux. Mais il faut les soutenir et prendre en compte leurs besoins spécifiques qui ne sont pas ceux des grandes plantations agro-industrielles.

Juste Terre ! : Face à la nécessité d'augmenter la production alimentaire, les petits paysans sont-ils à la hauteur ?

Olivier De Schutter : Il y a aujourd'hui un intérêt renouvelé pour la question de l'agriculture et de l'alimentation. Mais il y a en même temps, très clairement, une concurrence entre les acteurs qui veulent s'emparer de ce dossier. Les grandes puissances économiques qui prétendent dicter l'agenda international voient l'avenir de l'agriculture caractérisé par une industrialisation croissante. Ce qui, au fond, consiste à reproduire le modèle de développement dominant des pays riches depuis le début du XX^e siècle. Or, pour les pays en développement à dominante agricole - qui ont encore en leur sein 80% des personnes qui travaillent dans la petite agriculture familiale -, c'est un autre type d'agriculture qu'il faut favoriser et c'est un autre type d'investissement qu'il faut réaliser.

Je constate aussi que certaines des priorités qui sont définies comme devant être suivies à l'échelle mondiale sont des priorités qui servent principalement les intérêts du secteur privé, de l'agro-industrie. Que ce soient les fournisseurs d'engrais ou les fournisseurs de pesticides ou de semences. Sans qu'on réalise le risque d'une dépendance accrue des petits agriculteurs par rapport à des firmes très concentrées et qui sont localisées dans les pays industrialisés.

C'est un débat quant au mode d'agriculture qu'il faut privilégier et quant au type de dépendance que l'on veut encourager ou au contraire dont il faut se méfier.



“La petite ferme familiale est plus productive à l'hectare que les plantations agro-industrielles”



“Les petits agriculteurs sont aujourd’hui de véritables laissés-pour-compte”

LE COMITÉ ANTI-BWAKI, EN RDC

“Nous voulons voir vivre notre village !”



Louis, petit entrepreneur local

Le Comité Anti-Bwaki rayonne dans 318 villages du Sud-Kivu. Ses activités de soutien à l’agriculture familiale se déploient au sein de 22 comités de développement, 16 groupes de femmes, 30 associations de producteurs et parmi 10 000 écoliers autour de Bukavu et dans ses bidonvilles. Un programme de développement rural qui permet de toucher 400 000 habitants dans une région où huit ménages sur dix vivent dans la pauvreté.

Juste Terre !: Comment faire pour soutenir cette petite paysannerie ? Quelles seraient les pistes à privilégier ?

Olivier De Schutter: La priorité, me semble-t-il, c’est la capacité des petits agriculteurs familiaux à peser sur les décisions pour influencer les politiques publiques en leur faveur.

S’ils peuvent peser sur les décisions, ils orienteront les investissements, par exemple, vers de meilleurs moyens de stockage local, vers des formations qui permettront à ces agriculteurs d’échanger des connaissances entre eux, ils demanderont que les coopératives qu’ils peuvent former pour renforcer leur pouvoir de négociation soient encouragées et soutenues. Cela leur permettra d’être plus compétitifs. Ils pourront ainsi réaliser des économies d’échelle quant

à l’emballage, la conservation et l’écoulement de leurs produits sur les marchés locaux.

Aujourd’hui, ce sont des agriculteurs qui sont de véritables laissés-pour-compte et qui travaillent de façon solitaire sans soutien de l’Etat et sans pouvoir collaborer les uns avec les autres.

■ Propos recueillis par François Letocart et Valérie Martin

« Il est vrai que pour nourrir le monde d’ici à 2050, il faut augmenter la production agricole de 50 à 70%. Le problème, c’est que les entreprises de l’agrobusiness ne promeuvent pas les cultures vivrières. Elles développent des cultures comme le soja ou le maïs qui servent à nourrir du bétail ou qui seront transformées en agrocarburants », Laurent Delcourt.

« Dans le secteur du café, depuis 30 ans, les prix du café payés aux producteurs de café ont diminué de 30%. Les marges des entreprises ont augmenté de 25 % », Laurent Delcourt, chercheur au CETRI.



Ghislaine travaille dans l’agriculture comme la majorité de la population du Sud-Kivu. Mais les revenus qu’elle en tire sont insignifiants. Sa parcelle est trop petite, ses outils agricoles peu performants, les semences de qualité médiocre. Faute de pouvoir transformer les fruits et les légumes, ils pourrissent sur place.

Elle a formé un petit groupe avec des gens de son village et, ensemble, ils sont allés demander de l’aide au Comité Anti-Bwaki, une organisation non gouvernementale locale qui accompagne dans leurs efforts de développement les villageois suivant le principe d’autopromotion.

Chaque groupe signe une convention très pointilleuse qui régit et encadre les activités et la gestion de son comité de développement. Des vulgarisateurs sont désignés au sein de chaque groupe. Ils reçoivent une prime et sont encadrés par des animateurs salariés du Comité Anti-Bwaki. Ensuite, à leur tour, ils iront dispenser leurs précieux savoirs au sein de leur comité. C’est ainsi que Ghislaine cultive une autre variété de sorgho que celle qu’elle avait l’habitude de semer. « Celui-ci arrive à maturité en seulement trois mois au lieu de cinq avant, je peux le cultiver quatre fois par an au lieu de deux. Cela nous permet de manger à notre faim. Nous l’utilisons aussi pour fermenter notre boisson locale », argumente Ghislaine.

Les demandes des villageois au Comité Anti-Bwaki affluent

sans cesse, portées par les réussites exemplaires des ménages qui suivent les conseils des vulgarisateurs. « Nous voulons voir vivre notre village », disent-ils et telle est leur principale motivation.

Cultiver et puis transformer

Comme Ghislaine, Louis a introduit lui aussi une demande auprès du Comité Anti-Bwaki. « Je suis membre du Comité de Développement de l’union des éleveurs et agriculteurs de Mudaka, dans le territoire de Kabare, explique-t-il. J’achète de la canne à sucre à mes voisins pour produire du vin. Je le vends à des restaurants de Bukavu. Je cultive aussi des légumes. Je voudrais pouvoir fabriquer du sucre artisanal à partir de la canne. Mais d’abord, je dois maîtriser complètement la production et la transformation de la canne à sucre ».

Notre soutien

Le CAB a bénéficié d’un appui de 334 187 euros (fonds propres et cofinancements de l’Union européenne et d’autres ONG)

Cultiver malgré la guerre

D’importants investissements dans le cadre du Programme des cinq chantiers du Président Kabila et de la politique de reconstruction annoncée par le gouvernement au niveau local et national devaient avoir lieu. Malheureusement, ce ne fut pas le cas et les conditions de vie des populations se sont dégradées. L’insécurité et les violations des droits humains ont perduré dans la région et le conflit qui a secoué le Nord-Kivu en novembre et décembre 2012 a provoqué un élan de panique et de tension au sein de la population du Sud-Kivu. La région demeure en situation humanitaire critique.



Deux repas par jour dans chaque famille, un des objectifs du programme

Emprise et empreinte de l’agrobusiness

Points de vue du Sud

Architectes et principales bénéficiaires de la libéralisation des échanges agricoles, les firmes de l’agrobusiness ne cessent de renforcer leur emprise sur le système agro-alimentaire mondial. Dopées par la hausse des prix agricoles et le boom des agrocarburants, elles « gagnent du terrain » au Sud via l’acquisition de grandes superficies fertiles ou la prise de contrôle des opérateurs locaux. Et y imposent « leur » modèle de développement : productiviste, tourné vers l’exportation, socialement excluant et écologiquement destructeur. L’adhésion des gouvernements et des organismes internationaux au discours des grandes firmes sur la « pénurie alimentaire globale qui vient » n’en finit pas d’étonner. Parées de vertus prométhéennes que leur confèrent leurs avancées technologiques, seules ces firmes seraient capables de dynamiser des secteurs agricoles traditionnels « improductifs », en vue de nourrir le monde. Les mouvements paysans dénoncent cette imposture qui occulte les causes structurelles de la faim. Au nom de la souveraineté alimentaire et de la diversité agricole, ils s’opposent à un modèle qui signe la fin des agricultures paysannes et la marginalisation des centaines de millions de personnes qui en vivent.

Louis a d'abord suivi une formation de micro-entrepreneur dispensée par le Comité Anti-Bwaki. Il y a appris à gérer une petite entreprise, son temps de travail, ses ressources financières et humaines mais aussi à tenir une petite comptabilité, obtenir un crédit et commercialiser ses produits.

Ses ventes se sont envolées et, ne pouvant plus les assurer tout seul, il a engagé et formé d'autres personnes. Huit unités de production produisent ce vin. Mais Louis et son comité de développement ont d'autres projets : « Nous allons aussi travailler à la transformation des déchets de canne à sucre pour produire des engrais biologiques et fertiliser nos champs. Nous pensons aussi faire des briquettes fabriquées à base de canne à sucre. Ces briquettes serviront pour le chauffage dans les ménages. Cela permettra de ne plus déboiser les collines ».

A Kasongo

Dans le diocèse de Kasongo, 90 % de la population vit principalement de l'agriculture, de la chasse, de la pêche et du petit élevage. Les paysans et les paysannes de dix paroisses (réparties sur trois territoires de la province du Maniema et celui de Shabunda, province du Sud-Kivu) s'organisent pour s'entraider et mener des actions de solidarité entre les membres et avec les autres ménages en difficultés. Le Bureau Diocésain de Développement de Kasongo les encadre et développe un programme pour permettre à 3100 familles et 60 associations de producteurs d'avoir une alimentation correcte et des revenus décents grâce à des initiatives réussies en agriculture paysanne durable, depuis la production jusqu'à la commercialisation. Les ménages ont été formés à de nouvelles techniques agricoles et d'élevage. Deux fermes-pilote ont été mises en place. Les greniers communautaires permettent de préserver les récoltes et les semences, notamment pour les périodes de soudure et pour éviter de devoir acheter les semences à chaque saison culturale. La transformation de la production permet d'obtenir une plus-value et, donc, la possibilité de revendre les produits agricoles transformés à des prix plus élevés.

Notre soutien

Le Bureau Diocésain de Développement a bénéficié d'un appui de 60 491 euros (fonds propres et cofinancement de la Direction Générale de la Coopération au Développement - DGD)

Ghislaine, Louis et les villageois du Sud-Kivu sont les maillons nécessaires à l'émergence d'une industrie agro-alimentaire locale qui profiterait avant tout aux paysans. Ce sont eux qui devraient être au centre des politiques de l'Etat. « Mais, comme le souligne Louis, l'Etat ne nous aide pas à transformer nos produits. Pourtant, c'est cela qui fournit de l'emploi. Comme il ne le fait pas, ce sont les organisations non gouvernementales comme le Comité Anti-Bwaki qui le font ».

Des activités de production agricole

22 banques de semences vivrières et 17 banques de semences maraîchères sont opérationnelles et comptent 2713 membres. Plus de 150 séances de vulgarisation aux techniques d'intensification agropastorale dans les ménages ont été dispensées et l'accès aux engrais a été facilité par la mise en place de services de proximité. Le Comité Anti-Bwaki assure des formations sur la gestion d'une exploitation familiale, appuie la gestion des récoltes, organise des foires agricoles de sensibilisation, vulgarise les textes réglementaires et assure le monitoring des violations des droits des paysans.

Le Comité Anti-Bwaki le sait mieux que quiconque, pour lutter efficacement contre la faim, ce sont les paysans qu'il faut soutenir, pas les grosses entreprises transnationales.

■ Valérie Martin avec Véronique Neycken



Transformer ses produits, c'est la garantie de les vendre à un prix plus élevé sur les marchés

AVIDEC, AU BURUNDI Espoir et confiance en l'avenir

Sur les reliefs escarpés de la commune de Nyabihanga et de Ndawa, entre 1500 et 2000 mètres d'altitude, hommes, femmes et enfants s'échinent à arracher à la terre de quoi assurer leur survie jusqu'à la prochaine récolte. Ici, l'agriculture familiale peine à nourrir les familles. AVIDEC encadre et forme 192 ménages à des techniques agricoles et d'élevage plus performantes.

Dans la commune de Nyabihanga située dans la province de Mwaro, au centre du Burundi, plus de 90% de la population vit de l'agriculture. Le travail est particulièrement rude sur les pentes. Les aléas climatiques (pluies trop abondantes ou sécheresses trop longues) sont souvent à l'origine de faibles rendements agricoles. Maïs, sorgho, manioc, haricot, patate douce,... sont les plantes les plus cultivées sur des parcelles minuscules (40 ares en moyenne !).

C'est qu'avec une densité de population dépassant celle de la Belgique (406 hab/km²), le moindre lopin de terre de la région se doit d'être exploité. Hélas, il n'y a pas de place pour tout le monde et les jeunes, qui représentent la majorité de la population (65% des habitants de la commune ont moins de 25 ans !), n'ont pas d'autre choix que celui de s'en aller chercher fortune en ville...

AVIDEC (Association villageoise pour le développement communautaire), améliore les conditions d'existence des paysans en menant avec eux des activités sur huit collines de la région de Nyabihanga et deux collines de la région de Ndava.

Tout d'abord, AVIDEC organise des sessions de formation pour les responsables d'associations paysannes locales. Ces derniers sont amenés à découvrir des techniques pour améliorer leur production agricole et pastorale. Ensuite, les paysans formés sont invités à restituer les acquis dans leurs associations respectives. Des **champs de démonstration** ont été aménagés dans les jardins de l'association afin de permettre aux participants d'observer les techniques culturelles qu'ils devront ensuite mettre en pratique chez eux.

Une chèvre pour améliorer sa récolte !

A côté de ces formations, l'association met également en place un astucieux système de « **crédit rotatif de chèvres** ». Le principe est simple : chaque famille reçoit une chèvre et, ensuite, afin de pouvoir récolter plus facilement ses excréments et produire du fumier, elle construit une chèvrerie avec l'aide de la communauté. A la naissance des chevreaux, ceux-ci seront donnés à d'autres familles et la chaîne du crédit rotatif continuera. Quant au fumier, il sera épandu sur les champs avant la saison des pluies pour les fertiliser.

C'est que, lorsque la terre est rare et que le sol est pauvre,



Une chèvre pour produire plus

disposer d'engrais peut tout simplement **faire la différence entre la famine et la survie !**

De plus, on constate que ce fonds enclenche un cycle positif : non seulement il est efficace pour améliorer les rendements agricoles, mais il contribue aussi à redonner courage et détermination à des paysans éreintés par le dur labeur et par des années de guerre civile qui ont martyrisé le pays jusqu'il y a peu !

Un hangar de stockage a été construit où chaque groupement paysan peut stocker ses semences ainsi que la production excédentaire de ses membres. « Ce hangar, confie Venant Nahimpereye, responsable d'AVIDEC, c'est l'assurance pour 14 associations d'une bonne conservation des récoltes, au sec, à l'abri des différents prédateurs. Mais c'est surtout une réserve qui permettra, en cas de crise, de disposer de semences de pommes de terre, de maïs et de haricots en suffisance pour assurer la continuité de la production, saison par saison ».

L'étape suivante est d'encourager les femmes à transformer le maïs ou le sorgho afin de vendre leurs produits et d'avoir un petit revenu supplémentaire.

L'érosion, ennemie du développement

« L'érosion, c'est l'ennemie du développement », tel le titre de la campagne d'éducation à l'environnement menée par AVIDEC auprès des jeunes. AVIDEC a organisé des concours d'idées sur les voies et les moyens de prendre soin de la planète et diffuse un film.

Dans un pays parmi les plus pauvres au monde, où la paix et la stabilité se font encore attendre, AVIDEC a réussi à animer, impliquer et encadrer 16 associations paysannes et à améliorer leur situation alimentaire. Les membres d'AVIDEC, natifs de ces communes, connaissent le terrain par cœur et ils ont réussi en peu de temps à insuffler espoir et confiance nouvelle en l'avenir à près de 200 familles.

■ François Letocart

Chargé de communication

Notre soutien

AVIDEC a bénéficié d'un appui de 14 500 euros (fonds propres)



OAP 2275 familles changent leur vie

Aujourd'hui, au Burundi, 75% de la population n'a pas accès à la nourriture en quantité et en qualité suffisantes. La pauvreté touche plus de 60% de la population. L'Organisation d'appui à l'autopromotion (OAP), une organisation non gouvernementale locale de développement, mène un ambitieux programme pour augmenter les récoltes et les revenus de 2275 familles de la province de Bujumbura rural.

« Vous voyez ces terrains pentus ?, nous demande Ernest, l'un des agronomes de l'OAP. Eh bien, normalement, on ne devrait pas les cultiver car avec les pluies, la terre fertile dévale et, au bout de quelques années, le champ ne donne plus. Mais au Burundi, un des pays d'Afrique les plus peuplés, la moindre parcelle de terre compte ». Au Burundi, l'agriculture est un secteur qui fournit plus de 80% des emplois et 90% des exportations. Pourtant, 75 % de la population burundaise n'a pas accès à la nourriture en qualité et en quantité suffisantes.

Lancé en juillet 2008, le programme d'appui à l'agriculture paysanne dans la province de Bujumbura rural, mené conjointement par l'OAP et Entraide et Fraternité, est actuellement dans sa deuxième phase. Il vise à augmenter la production vivrière et les revenus des populations de la province pour un développement socio-économique durable. **Il s'adresse à 2275 ménages, regroupés en 111 associations de producteurs** réparties dans les 11 communes de la province de Bujumbura rural.

«Passe le message à ton voisin !»

Dans la région de Mumirwa, Théodore, responsable d'un groupe de rayonnement, nous montre ses champs sur lesquels il a appliqué les méthodes apprises aux formations données par l'OAP. Il a reçu une vache qu'il élève dans une étable afin d'en récolter les excréments. Mélangés à de la paille et compostés, ceux-ci seront transformés en fumier qui sera étendu sur ses cultures. Convenablement employé, le fumier contribue à maintenir la fertilité et à enrichir la terre par l'apport de matières organiques et de nutriments, notamment d'azote.

Théodore cultive des bananes, des haricots, du manioc, du maïs, des tomates et quelques fruits. Il borde ses champs d'herbes fourragères afin de nourrir sa vache et de lutter contre l'érosion. Ces techniques permettent aussi une bonne gestion de chaque espace. Il a réorganisé ses champs par courbe de niveau. Chaque courbe de nivellement est plantée de bananiers et, sur chaque parcelle, une ou deux variétés différentes est semée. « Je vends chaque année deux tonnes de manioc alors qu'avant, je le cultivais seulement pour ma propre consommation », déclare-t-il fièrement. Et pour les haricots, c'est pareil, il est passé d'une production de 150 kg à 350 kg.



Le moindre lopin de terre est exploité

Aujourd'hui, Théodore enseigne les techniques acquises à cinq autres personnes de son voisinage. Il a également donné sa première génisse à Salvatore, son voisin, qui, lui-même, donnera son premier veau à un autre. Théodore a aussi planté une nouvelle semence de manioc qui résiste à la mosaïque, une maladie courante détruisant les récoltes. Il a en outre distribué une partie de sa première récolte à ses voisins afin que ceux-ci plantent, à leur tour, dans leurs champs. « Je suis très satisfait du rendement de mes récoltes mais ma plus grande fierté, c'est d'avoir pu enseigner ces techniques à mes voisins ».

C'est grâce à cette stratégie de paysans vulgarisateurs auprès de leurs pairs que le programme s'étend rapidement dans les collines. Toutes ces actions permettent de répondre aux besoins prioritaires des populations : manger à leur faim et avoir un petit revenu complémentaire. Cela permet d'assurer efficacement et de façon durable la promotion d'une agriculture respectueuse de la nature. Et l'OAP recrute sans cesse de nouveaux animateurs volontaires.

Des efforts récompensés

Un peu plus loin, Joceline travaille sur une de ses parcelles. Cette veuve, mère de deux enfants, est aussi responsable d'un groupe de rayonnement. Elle nous montre ses champs dont les courbes de niveau sont tracées par des lignes de bananiers. Les cultures sont séparées : d'un côté, les pommes de terre et les choux, de l'autre, les haricots. La saison prochaine, il y aura rotation des cultures. Cette façon de faire lui a permis de gagner en rentabilité et de gagner de l'espace pour d'autres cultures. Elle récolte 50 kg de haricots au lieu des maigres 12 kg avant. Elle produit suffisamment pour les besoins de sa famille et a la possibilité de vendre le surplus sur le marché local. Dans son voisinage, elle a sensibilisé 10 personnes. « Ce n'est pas toujours facile de convaincre mes voisins car ils veulent d'abord voir les résultats dans mes champs avant de commencer à agir chez eux !... », explique-t-elle.

Dans la région de Mugamba, Ménémore a six enfants et son mari est maçon. Ménémore est aussi responsable d'un groupe de rayonnement. « Avant de suivre les formations de l'OAP, mes cultures étaient mélangées dans la même parcelle et je produisais peu », dit-elle. Suite aux formations et à l'application des techniques dans ses champs, elle a amélioré sa production. Aujourd'hui, elle pratique la séparation des différentes cultures, elle sème peu et produit beaucoup. Elle a également délimité ses champs avec des herbes fourragères afin de nourrir ses vaches et de lutter contre l'érosion. Ménémore nous présente fièrement Capitoline, son élève et voisine, à qui elle a appris les techniques enseignées par l'OAP.

Ces deux paysannes radieuses ont vu leurs efforts récompensés. Elles sont parvenues à augmenter leurs récoltes et leurs revenus, leurs enfants vont à l'école et même à l'université. Un véritable exploit si l'on considère les problèmes structurels dont souffre l'agriculture du Burundi : exiguïté des parcelles, érosion des sols, manque cruel d'investissement de l'Etat.

Appui à la commercialisation

L'OAP veut poursuivre son appui aux paysans par la construction de **deux hangars** (un pour le riz, une décortiqueuse et une boutique avec tous les produits nécessaires au fonctionnement d'une exploitation agricole et un autre pour les pommes de terre) afin que les associations puissent y stocker à la fois les semences et les récoltes. Elles pourront ainsi conserver la production dans l'attente de la transformer. Le stockage et la transformation permettent aux paysans d'écouler facilement leurs productions à des prix rémunérateurs (ils peuvent vendre quand les prix sont plus élevés), de

valoriser les récoltes et d'atténuer les pénuries en période de soudure.

Le programme prévoit la mise en place d'un **centre de fabrication de farines composées** (sorgho, maïs, blé, soja). Ce centre constituera un débouché pour certaines productions des associations de base et des agriculteurs.

En plus de la multiplication des semences par les paysans, l'OAP compte appuyer la mise en place de **sept boutiques d'intrants agricoles** de proximité afin de faciliter l'accès des producteurs aux outils aratoires et aux produits phytosanitaires à des prix abordables.

Sur les collines, 2275 familles voient leurs conditions de vie s'améliorer tout en ayant été les actrices de ce changement ; c'est là que réside la stratégie gagnante de l'OAP qui mène aussi des actions de plaidoyer auprès du gouvernement burundais afin qu'il soutienne l'agriculture familiale. Pour que les efforts de Théodore, Joceline, Ménémore et des autres paysans vers un développement durable et respectueux ne restent pas sans effets.

■ Valérie Martin avec Véronique Neycken



Grâce à des techniques simples, les récoltes de Ménémore sont plus abondantes

Notre soutien

L'OAP a bénéficié d'un appui de 58 766 euros (fonds propres et cofinancement de la Direction Générale de la Coopération au Développement - DGD)

LES OUTILS DE LA CAMPAGNE

AFFICHE

Soutenir les paysans, c'est lutter efficacement contre la faim.

Format A2 (60 x 42cm). Prix : 0,25 € (3 exemplaires gratuits).



REPORTAGE

La faim, est-ce le business de l'agrobusiness ?

Qu'est-ce que l'agrobusiness ? Qu'est-ce que l'agriculture paysanne ? Laquelle de ces deux agricultures est la mieux à même de répondre au défi de la faim dans le monde ? Quel est l'impact social et environnemental des firmes de l'agrobusiness ? Pourquoi le soutien à la petite paysannerie est-il la clé de la réduction de la pauvreté ? Faut-il vraiment produire plus pour nourrir l'humanité ? Les grandes institutions internationales soutiennent-elles vraiment la petite paysannerie ?

Vous trouverez des réponses à toutes ces questions et à bien d'autres encore dans une série de **quatre capsules vidéo de cinq minutes chacune**, reprenant des extraits d'interviews avec quatre spécialistes du sujet : **Olivier De Schutter**, rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation; **Laurent Delcourt**, sociologue et historien,

chercheur au Centre Tricontinental - CETRI (Louvain-la-Neuve), **Luc Christiaensen**, économiste au « Development Economics Research Group » de la Banque mondiale et **Daisy Herman**, directrice du département « Education au développement solidaire » d'Entraide et Fraternité.

Un outil idéal pour approfondir le thème de la campagne de Carême 2013.

Les capsules sont disponibles gratuitement sur www.entraide.be ou en DVD dans nos centres régionaux.

DOCUMENT D'ANALYSE POLITIQUE

Le nouveau document d'analyse politique d'Entraide et Fraternité s'intitule **L'appât du gain. L'agrobusiness - Quels enjeux pour l'agriculture paysanne ?** Analyses et témoignages à l'appui, il aborde la question de l'implication croissante des acteurs de l'agrobusiness dans la définition et la mise en place de projets de développement à travers l'exemple de la révolution verte africaine. Quelles sont les implications de telles politiques dans la région de l'Afrique des Grands Lacs ? Au Guatemala ? Quelles alternatives sont portées par la société civile ?

Préfacé par José Bové et Marc Dufumier, le document est le fruit d'une collaboration d'activistes du Nord et du Sud sous la coordination de C. Carracillo et F. Delvaux.

Prix : 5 €.



TROIS DOCUMENTS DE VULGARISATION

- En 2 mots... Agriculture paysanne familiale et agrobusiness. L'agrobusiness : des profits qui donnent faim !
- Le Burundi en bref
- La RD Congo en bref

Téléchargeables gratuitement sur notre site www.entraide.be

MALLE PÉDAGOGIQUE

Petite malle contenant des objets de la vie courante du Burundi et du Congo et des fiches pédagogiques. Elle permet de faire découvrir aux enfants ces deux pays, de façon ludique et amusante.

En location : 25 €/ 2 semaines.

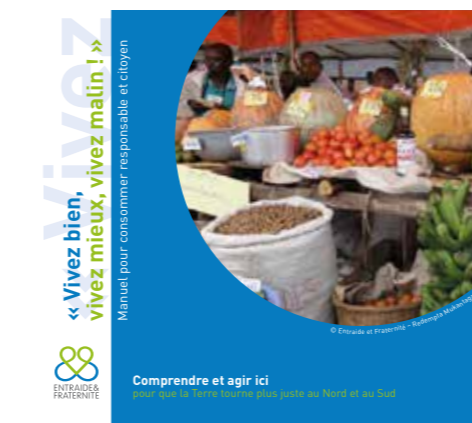


VIVEZ BIEN, VIVEZ MIEUX, VIVEZ MALIN !

Un petit manuel édité avec le soutien du (Wallonie-Bruxelles International). Il nous invite à réfléchir à notre consommation et à changer nos comportements pour mieux nous nourrir tout en encourageant une agriculture paysanne familiale respectueuse de l'environnement et des populations. Pour mieux connaître aussi des alternatives pour consommer moins, vivre bien, vivre mieux et vivre malin. Bref, pour agir, cartes en main, en citoyen responsable et contribuer à faire tourner la terre plus juste !

Avec des recettes de cuisine d'ici et d'ailleurs, des recettes de « grand-mère » pour polluer moins et réduire notre consommation.

Prix : 5 €.



PISTES DE CÉLÉBRATIONS

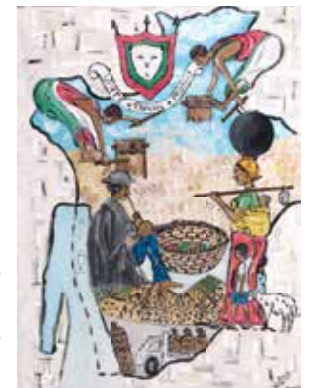
Pour vivre le temps du Carême de Partage au sein des communautés chrétiennes, ce document donne diverses pistes pour chaque dimanche mais aussi pour vivre et célébrer la réconciliation. Comprend des intentions de prière, une veillée autour de la tapisserie de Carême (Burundi), des suggestions de gestes symboliques en Église, des textes de sens invitant à la prière et à l'action.



Téléchargeable gratuitement www.entraide.be
Prix : 1,5 €

TAPISSERIE DE CARÊME

Comme chaque année, une tapisserie de Carême est proposée pour susciter la méditation en communion avec nos partenaires du Sud. La tapisserie de 2013 a été réalisée expressément pour Entraide et Fraternité par un artiste burundais. Elle évoque la situation du pays et de ses petits paysans : le travail quotidien, les problèmes liés au commerce international, à l'épuisement des ressources, au partage des tâches dans la famille...



Poster (69x100 cm).
Prix : 15 €

CALENDRIER DES ENFANTS

Cette année, une nouvelle formule pour le calendrier de Carême des enfants, sous forme d'accordéon ; un par semaine avec sept faces différentes. Chacune des faces suggère une orientation différente : mon chemin vers Pâques, un dessin, avec Jésus, je me mets en marche, eux aussi, mon humeur et/ou ma progression de la semaine. Semaine après semaine, l'enfant affiche un accordéon au mur. A la fin du Carême, l'ensemble des accordéons affichés laisse apparaître le cerge pascal.

Prix : 3 € (5+1 gratuit)



ILS VIENNENT TÉMOIGNER POUR VOUS

Cette année, des partenaires du Burundi et de la RD Congo viennent témoigner de leur travail au sein des associations locales soutenues par Entraide et Fraternité. Nos animateurs régionaux se tiennent à votre disposition pour vous indiquer les dates et lieux où les rencontrer.



Pascasie Kana, burundaise, milite depuis plus de 20 ans dans la région des Grands Lacs pour la justice sociale, les droits humains, la démocratie... De la Mauritanie au Burundi en passant par le Congo, elle se bat pour l'autonomisation des femmes. De retour d'exil, elle s'investit au **Burundi** depuis 1997 en tant que membre fondatrice de plusieurs organisations de la société civile. Elle occupe également le poste de **Secrétaire exécutive de l'OAP (Organisation d'Appui à l'autopromotion)**.

Elle témoignera dans la province du Hainaut.



Patient Bagenda Balagizi est **Secrétaire général du Comité Anti-Bwaki, à Bukavu (Sud-Kivu, RDC)**. Engagé dans la lutte pour le développement à la base, Patient Bagenda Balagizi est aussi un fin observateur de la vie politique et sociale du Congo. Il a présidé le Conseil des ONG de développement du Sud-Kivu (1987 à 1993), la Société Civile du Sud-Kivu (1991 à 1994). Il a milité à la création et à l'organisation de la Radio communautaire Maendeleo. Avec le Comité Anti-Bwaki, il a publié plusieurs documents et ouvrages d'animation citoyenne dont *Le Congo malade de ses hommes : crimes, pillages et guerres au Congo* (2000).

Il témoignera à Bruxelles et dans la province du Brabant wallon.



Venant Nahimpereye, est **coordinateur d'AVIDEC (Association villageoise pour le développement communautaire), au Burundi** (province de Mwaro), tout en continuant à travailler sur le terrain dans le développement communautaire. Pendant plus de 15 ans, il a été aussi coordinateur de l'Action familiale de Gitega, une organisation de laïcs dans le diocèse de Gitega menant des activités d'animation pastorale et d'encadrement de jeunes.

Il témoignera dans la province de Liège et en région germanophone.



Louis Karhebwa Cirhabalwa, est micro-entrepreneur **bénéficiaire des activités du Comité Anti-Bwaki (CAB), à Bukavu (Sud-Kivu, RDC)**. Face au manque de débouchés et à l'absence d'une politique nationale de soutien à l'emploi, Louis a dû ranger son diplôme de chimiste et s'est converti en agriculteur. Il est membre du Comité de développement *Union des éleveurs et agriculteurs de Mudaka*, organisation de base partenaire du CAB. Il a lancé une activité de fabrication artisanale de vin de canne à sucre. Ainsi, il valorise la production locale, offre un débouché aux paysans producteurs de canne à sucre et emploie quatre jeunes dans son atelier. Avec l'appui du CAB, il a pu bénéficier de formations techniques, d'un encadrement pour l'accès au crédit, ce qui lui a permis d'acquérir de nouveaux équipements et d'accroître son activité.

Il témoignera dans les provinces de Namur et du Luxembourg.

AGENDA

JOURNÉE CITOYENNE POUR LES ÉCOLES

Avec la participation d'élus politiques belges

Vendredi 1^{er} mars 2013, 9h - 15h30, Louvain-la-Neuve (lieu à déterminer)

Une journée citoyenne pour *regarder dans son assiette*, de l'alimentation à la production.

Au programme : débat avec des élus politiques belges, spectacle de théâtre-forum *Qui a volé l'orange ?* par la Compagnie théâtrale *Le rire de la lune*, projection d'un film documentaire, témoignages de Venant Nahimpereye, coordinateur d'AVIDEC (Burundi) et François Delvaux, chargé de recherche et de plaidoyer à Entraide et Fraternité.

AGENDA

CONFÉRENCE DE PIERRE RABHI : L'AGRO-ÉCOLOGIE, UN CHEMIN D'ÉTHIQUE

Jeudi 28 février 2013, 19h30, Louvain-la-Neuve (lieu à déterminer)

7 € / Prévente : 5 € / Etudiants : entrée libre

Pierre Rabhi est un pionnier et un expert de l'agro-écologie. Né en Algérie, il passe une partie de son enfance dans une famille de pieds-noirs avant de migrer en France où il travaillera d'abord en usine. Marqué par cette expérience ouvrière, il décide de retourner aux sources d'une vie en harmonie avec la nature et s'installe dans les Cévennes pour y exploiter une ferme selon des principes écologiques. Il y fait notamment le choix de ne produire que ce dont il a besoin pour vivre.

Paysan, écrivain, penseur et philosophe, il questionne radicalement, dans ses ouvrages, la modernité qu'il définit comme une imposture : un système dépendant d'une croissance éffrénée et dans lequel la nature et l'homme vont vers l'épuisement. Face aux dogmes d'une économie mondialisée imposant le court terme et le « toujours plus », Pierre Rabhi défend le choix de la modération de nos besoins et désirs, le choix d'une sobriété libératrice.

Sa conférence sera un temps de réflexion privilégié durant la Campagne du Carême de Partage. On pourra y entendre aussi des interventions de nos partenaires Nord et Sud.



COLLECTES DU CARÊME DE PARTAGE

Comme chaque année, **des collectes ont lieu dans les paroisses** pour financer les projets d'Entraide et Fraternité
Samedi-dimanche 9-10 mars
Samedi-dimanche 23-24 mars

Grâce à vous, l'argent des collectes permet à Entraide et Fraternité de soutenir plus de 80 projets.

Enveloppes-collectes

Nous proposons également les enveloppes-collectes pour participer au partage. Le bulletin de virement qui y est joint permet de bénéficier d'une déduction fiscale. Gratuites, sur demande.

DÉJÀ ANNONCÉS EN RÉGION

Bruxelles

Mardi 5 mars, 19h45, Shalom (5 rue Madyol), 1200 Bruxelles
Conférence-débat « Soutenir les paysans, c'est combattre efficacement la faim », par Patient Bagenda (Comité Anti-Bwaki, RDC). Petite restauration dès 19h.

Province du Brabant wallon

Mercredi 6 mars, 14h-17h, Vicariat du Brabant wallon (67 ch. de Bruxelles), Wavre. Conférence-débat « Soutenir les paysans, c'est combattre efficacement la faim », par Patient Bagenda (Comité Anti-Bwaki, RDC).

Samedi 9 mars, 20h, Salle La Closière (3 rue Ste-Anne), Braine-l'Alleud. Ciné-débat sur *Les moissons du futur* avec Patient Bagenda (Comité Anti-Bwaki, RDC).

Province du Hainaut

Vendredi 8 mars, Mons, lieu à déterminer. Débat politique « Soutenir les paysans, c'est combattre efficacement la faim », avec Patient Bagenda (Comité Anti-Bwaki, RDC) et Pascasie Kana (OAP, Burundi).

Vendredi 8 mars, 19h, Foyer St-Nicolas (rue d'Havré), Mons
Conférence-débat « Soutenir les paysans, c'est combattre efficacement la faim », par Pascasie Kana (OAP, Burundi).

Mercredi 13 mars, 20h, Salle Belle-Eau (Frasnes-lez-Buissenal). Conférence-débat « Soutenir les paysans, c'est combattre efficacement la faim », par Pascasie Kana (OAP, Burundi).

Samedi 16 mars, heure à déterminer, Ecomusée, Lahamaide (Ellezelles). Café-débat avec Pascasie Kana

(OAP, Burundi) sur le thème de la simplicité volontaire.

Province du Luxembourg

Mercredi 13 février, 19h, Salle St-Bernard (30 rue de l'Eifel), Waltzing Repas-conférence « Le combat des petits paysans face à l'agro-industrie : des alternatives existent ! », par Amandine Henry (Entraide et Fraternité).

Dimanche 24 février, 12h, La maison de Village, Heyd Repas-Conférence « Le combat des petits paysans face à l'agro-industrie : des alternatives existent ! », par Louis Karhebwa Cirhabalwa (Comité Anti-Bwaki, RDC).

Samedi 2 mars, 19h, Salle du Village (1 Grand Place), Paliseul. Repas suivi d'une information sur les projets des petits paysans du Burundi et de la RDC face à l'agro-industrie.

Vendredi 8 mars, 19h, Salle Sainte-Anne, Thermes (Florenville). Repas-conférence « Le combat des petits paysans face à l'agro-industrie : des alternatives existent ! » par Louis Karhebwa Cirhabalwa (Comité Anti-Bwaki, RDC)

Mardi 12 mars, 18h30, Salle Le Rosaire (10 route de Neufchâteau), Habay-la-Neuve. Repas-conférence « Le combat des petits paysans face à l'agro-industrie : des alternatives existent ! » par Louis Karhebwa Cirhabalwa (Comité Anti-Bwaki, RDC)

Province de Liège

Mercredi 30 janvier, 20h, Université de Liège, Salle Wittert (Pl. du XX Août), Bâtiment A1. Conférence « Quels changements pour notre agriculture ? », par Bruno Schiffers, responsable du Laboratoire de Phytopharmacie de Gembloux Agro-Bio Tech (ULg). Avec des intervenants de la FUGEA et des Amis de la Terre.

Dimanche 3 mars, 10h30-16h30, Institut Saint Joseph, Welkenraedt. Solidarité fête : célébration religieuse (église St-Jean-Baptiste), repas de solidarité, conférence-débat par Venant Nahimpereye (AVIDEC, Burundi), animations enfants.

Samedi 9 mars, 20h, Liège. Conférence-débat « Au lendemain d'une ordinaire journée de la femme... », avec Pascasie Kana (OAP, Burundi). Après-midi : rencontre-surprise avec le public liégeois, organisée par les Alter'actifs (jeunes Entraide et Fraternité).

D'autres rendez-vous près de chez vous sur www.entraide.be (rubrique agenda)



DES NOUVELLES DU GUATEMALA ET DU NICARAGUA

En 2012, vous avez accueilli nos partenaires du Nicaragua et du Guatemala. « Stop à l'agriculture qui tue les paysans » était alors notre slogan. Nos invités, eux, étaient venus vous parler d'une agriculture qui sème la vie et l'espoir. Un an après, où en sont-ils ? Quelles sont leurs réalisations ? Quels sont les nouveaux défis qu'ils doivent relever ?

Nicaragua

La Cuculmecca tente de promouvoir l'agriculture paysanne durable dans une des régions les plus pauvres du pays, la zona seca, au sud de Jinotega. Aujourd'hui, les premiers résultats concrets commencent à se faire sentir : l'insécurité alimentaire recule et les paysans s'enthousiasment pour les principes agro-écologiques découverts lors des formations dispensées par la Cuculmecca.

« Les changements en termes de production agricole sont évidents, nous rapporte Harmhel Salguerra, mais, en outre, on remarque une réelle motivation de la part des familles. Avant, elles étaient réticentes à l'idée de travailler avec des engrais biologiques et des bouillies minérales, aujourd'hui, elles les utilisent et sont fières des résultats obtenus ». « De plus, le programme de micro-crédits décolle. Aujourd'hui, on compte quelque six comités qui gèrent un capital d'environ 3000 euros bénéficiant à une soixantaine de familles ».

Guatemala

Le Guatemala a été doublement frappé par la violence : celle d'un tremblement de terre qui a touché plusieurs départements et celle de l'armée qui a réprimé dans le sang des manifestations de la société civile. Les départements de San Marcos, de Quetzaltenango et de Solola sont à majorité indigène et il s'y concentrent 70% de la population pauvre du pays et 42% des 14,3 millions de Guatemaltèques.

Nos partenaires du Guatemala nous ont envoyé les deux messages qui suivent.

De Manolo Garcia, de l'association SERJUS, basée à Guatemala Ciudad : « Merci à Entraide et Fraternité pour ses messages de soutien après le terrible séisme qui a frappé le pays. Celui-ci a tué 50 personnes, blessé 150 autres et détruit 7000 habitations. Nos pensées vont vers les premières victimes de ce drame, à savoir les familles les plus pauvres. Actuellement, le gouvernement et de grandes entreprises utilisent la catastrophe pour faire de la propagande politique et commerciale. Quant à nous, nous préparons la reconstruction. C'est l'étape la plus difficile car on ne résoudra pas les problèmes de gens uniquement en leur offrant des cadeaux ».

« Le 4 octobre 2012, les citoyens de Totonicapan sont descendus dans les rues pour faire valoir leur point de vue sur plusieurs questions, notamment l'augmentation des tarifs de l'électricité qui affecte terriblement la population la plus pauvre. L'armée a chargé la foule, faisant 9 morts et 40 blessés. Malgré cette violence, la manifestation a renforcé l'unité du peuple pour réaliser le changement. Il nous faut donc continuer notre lutte avec courage ! », nous a écrit Bernabé Vazquez, de l'association CDRO, basée à Totonicapan.

■ François Letocart



Juste Terre! Publication commune ENTRAIDE ET FRATERNITÉ ASBL | VIVRE ENSEMBLE EDUCATION ASBL

Siège rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles | T 02 227 66 80 - F 02 217 32 59 | entraide@entraide.be

Conception - coordination V. Martin, C. Houssiau | Collaborations F. Letocart, V. Neycken | Maquette senioragency | Impression Arte-Print

Éditeur responsable Angelo Simonazzi | Compte Entraide & Fraternité asbl - Compte IBAN BE68 000 00000 34-34 | Attestation fiscale à partir de 40 € par année civile.

Nos deux organisations sont habilitées à recevoir des legs par testament.

Avec le soutien de
LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT

